



N'engageons pas l'AFP dans un projet périlleux de vente du Siège

Les six organisations représentatives (CGT, SNJ, FO, CFTD, SUD et CFE-CGC), les trois représentants du personnel au conseil d'administration et la Société des journalistes (SDJ) de l'AFP refusent de cautionner l'hypothèse – privilégiée par le PDG Fabrice Fries – d'une vente de l'immeuble historique de l'Agence à Paris, place de la Bourse, pour déménager loin du centre de la capitale.

Vendre un bien immobilier pour faire du « cash » et soulager la trésorerie : la recette de court terme est bien connue, mais est loin de garantir l'avenir d'une entreprise en difficulté. D'autant que le PDG semble avoir revu sensiblement à la baisse les gains escomptés dans l'opération, et n'en espère guère plus qu'entre 20 et 30 millions d'euros désormais. Va-t-on sacrifier le principal actif de l'Agence – en dehors de son personnel – pour une somme aussi faible au regard de la situation dans laquelle se trouve l'entreprise ? Va-t-on renoncer à une situation géographique stratégique au cœur de Paris, qui n'est pas un luxe pour assumer notre mission d'informer 24 heures sur 24 ? Sans compter qu'une agence de presse mondiale se doit d'être facilement accessible à ses clients internationaux et à ses partenaires.

Non seulement il est loin d'être acquis que l'immeuble Bourse puisse être vendu au prix élevé auquel il a été récemment réévalué (environ 140 millions d'euros), mais en outre un tel projet, *a fortiori* s'il implique la construction d'un nouveau bâtiment, est très souvent source d'importants dérapages en temps et en argent... Le chantier risque d'accaparer beaucoup de moyens humains, de compétences et d'énergie en interne pendant de longs mois voire années, bien plus en tout cas que l'AFP ne peut en mobiliser.

Oui, Monsieur le Président, « les salariés ont pris conscience des enjeux » (interview au *Figaro*) et sont « capables d'entendre un discours de vérité ». Mais il faudrait commencer par mettre tous les éléments du dossier sur la table, partager les conclusions des études préalables à ce projet, qui aura d'inévitables conséquences sociales. La piste d'une réunion de tous les salariés dans le bâtiment historique a-t-elle été sérieusement étudiée ?

Vouloir rester au cœur de Paris n'est pas un caprice de salariés réfractaires au changement : c'est l'avenir de l'AFP et de ses personnels qui nous préoccupe.

Monsieur le Président, nous vous demandons de ne pas engager un projet aussi périlleux, et peut-être fatal, pour l'AFP.

Paris, le 2 octobre 2018